

Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Perpignan, le 08 juillet 2025

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° PREF/DCL/BCLUE/2025 189-0001

À l'encontre de la SCIC SA La Catalane d'Abattage sur la commune de Perpignan

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, L. 512-8, R. 512-47 et R. 514-4 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Thierry BONNIER Préfet des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/SCPPAT/2024 298-0002 du 24 octobre 2024 portant délégation de signature à M. Bruno BERTHET, Sous-Préfet, Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-Orientales ;

Vu l'arrêté préfectoral n°PREF/SCPPAT/2025 178-0002 du 27 juin 2025 portant suppléance du Secrétaire général de la Préfecture des Pyrénées-orientales ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014044-0001 du 13 février 2014 portant autorisation d'exploiter l'abattoir sur la commune de Perpignan par la SCIC SA Catalane d'abattage ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date du 21 décembre 2023 et du 28 avril 2025 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 12 juin 2025 afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations de la part de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'installation d'abattage exploitée par la SCIC SA La catalane d'abattage sur la commune de Perpignan est soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 13 février 2014 ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 ;

CONSIDÉRANT que la SCIC SA La catalane d'abattage n'a pas mis en œuvre les actions correctives suite à l'inspection du 21 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 28 avril 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que le programme de surveillance des effluents produits par l'établissement n'est pas suivi ;

CONSIDÉRANT que les manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement dans la mesure où ils constituent une source de danger pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à la situation irrégulière de l'installation sus-visée, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la SCIC SA La Catalane d'abattage de respecter les dispositions des articles 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 et des articles 4.4.1 et 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 13 février 2014, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale par intérim de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-préfète ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 -

La SCIC SA La Catalane d'abattage, dont le siège social est situé 300 rue Latecoère ZA Torremila 66000 Perpignan, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 32 et 33 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 et des articles 4.4.1 et 4.4.2 de l'arrêté préfectoral 2014044-0001 du 13 février 2014 dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

– et notamment la mise en œuvre du programme de surveillance des effluents de l'établissement .

ARTICLE 2 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de la SCIC SA La Catalane d'abattage, des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement, à savoir la demande de suspension de l'activité.

ARTICLE 3 – INFORMATION DES TIERS

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, relatif à l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Pyrénées-Orientales pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – 34063 MONTPELLIER Cedex 2 ou via l'application «Télerecours citoyen » accessible à cette adresse www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

En application de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION – AMPLIATION

la Secrétaire générale par intérim de la préfecture des Pyrénées-Orientales, Sous-préfète, le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP), le Maire de Perpignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Pour le Préfet
et par délégation,
La secrétaire générale adjointe,
La sous-préfète



Nathalie VITRAT

